

Paris inquiète de plus en plus Kinshasa

France En cause,
les rencontres entre Macron,
Kagame et Lourenço.

Ces derniers mois, Kinshasa et le pouvoir congolais ont multiplié les gestes de bonne volonté à l'attention de la France d'Emmanuel Macron. Trop contentes d'en avoir terminé avec un François Hollande qui n'a jamais été avare en critiques à l'égard du pouvoir de Joseph Kabila, le président hors mandat de la République démocratique du Congo depuis le 19 décembre 2016, les autorités congolaises jouaient la carte parisienne, notamment en confirmant quelques contrats comme le permis d'exploitation de la compagnie Total sur le lac Albert, la collaboration entre les services de renseignements des deux pays, etc.

Dans le même temps, Kinshasa se brouillait avec Bruxelles (limitation des vols de SN Brussels, fermeture de consulats...), l'ancienne Métropole trop prompte à la critiquer et cheville ouvrière des Etats poussant l'Union européenne à imposer des sanctions contre les cadors du

régime Kabila. Les diplomates congolais espéraient jouer Bruxelles contre Paris; histoire de limiter aussi les risques de ces sanctions européennes.

Coup de chaleur

Mais la lune de miel entre Paris et Kinshasa a perdu de son éclat après la rencontre, la semaine dernière, le 23 mai, entre le président français Emmanuel Macron et son homologue rwandais Paul Kagame, actuellement président de l'Union africaine. Lors d'une conférence de presse commune au terme de leur rencontre, l'hôte de l'Élysée a expliqué qu'il s'était entretenu avec son

homologue sur la crise que traverse la République démocratique du Congo et que "la France soutient l'initiative prise par le président de l'Union africaine (NdR: Paul Kagame) en lien étroit avec le président angolais". Une petite phrase, sans autre explication, qui a eu le don d'enrayer le pouvoir congolais qui connaissait très bien l'agenda du président français. En effet, ce lundi, il devait rencontrer le président angolais, João Lourenço.

De là à y voir un complot, il n'y avait qu'un pas. Dès samedi, les am-

bassadeurs de France, du Rwanda et d'Angola étaient convoqués chez le ministre des Affaires étrangères. Ce lundi matin, le porte-parole du gouvernement congolais, Lambert

Mende, invitait la presse pour une conférence au cours de laquelle il demandait à la France de s'expliquer publiquement sur le sens de sa sortie, parlant de "nuées basses et de complots à ciel ouvert contre la souveraineté" de la RDC avant de lancer à la tête de ses voisins que "les pays africains qui se hasarderont à servir de tête de pont ou de sous-traitants à des stratégies extérieures hostiles à la RDC seront toujours payés en monnaie de singe".

Crainte d'une intervention

Ce lundi, fidèle à son agenda, Emmanuel Macron a rencontré longuement M. Lourenço, son homologue angolais. Au sortir de cet entretien, il a expliqué qu'ils avaient abordé la situation en RDC. "Ces discussions ne visent qu'à l'application de l'accord du 31 décembre et à la tenue des élections en décembre prochain", a expliqué le président français, répondant ainsi à la demande congolaise. Un satisfecit qui n'aura duré que quelques secon-

des, car le président Macron ajoutera : "Nous soutenons la médiation régionale." Le président français a encore expliqué que "Joseph Kabila n'aurait pas à participer" à ces élections tout en précisant que la France "n'a pas à dicter" au président français ce qu'il doit faire. M. Lourenço a enchaîné en expliquant que "la médiation est menée par tous les responsables des organisations régionales, Omar Bongo, Denis Sassou Nguesso, Cyril Ramaphosa, et Paul Kagame".

M. Lourenço a insisté sur le fait que "l'accord du 31 décembre a reçu la bénédiction de l'Église, et tout ce qui est béni doit être respecté. Nous conseillons à Joseph Kabila de suivre ce chemin. Mais un conseil n'est pas une obligation".

Ces derniers jours, les rumeurs vont bon train à Kinshasa. Beaucoup évoquent une éventuelle intervention "plus musclée" des pays de la région si Joseph Kabila devait s'entêter dans sa volonté de rester au pouvoir après décembre 2018. L'homme est de plus en plus isolé dans la région et ses neuf voisins, sans oublier l'Afrique du Sud, montrent de plus en plus d'impatience à l'égard du départ de Kabila.

Hubert Leclercq